

**Déclaration du Ministre Jean-Louis SCHILTZ
sur la politique de coopération au développement du Luxembourg
Chambre des Députés - 25 mars 2009**

Seul le texte prononcé en luxembourgeois fait foi

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que le monde dans lequel nous vivons ne va pas bien. Je ne vous en apprendrai pas davantage si je vous dis que le monde en développement ne va pas bien lui non plus. Or, depuis le début de la crise, ce sujet n'a pas été évoqué en séance plénière par cette assemblée - excepté au sein de la Commission - et je voudrais donc, Monsieur le Président, aborder ce sujet aujourd'hui en séance plénière.

Qui se souvient aujourd'hui qu'au début de l'année 2008 la plupart des pays en développement étaient confrontés à une crise alimentaire ? Qui se souvient encore des affrontements qui ont eu lieu alors en Haïti, qui se rappelle que même dans des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise les gens sont descendus dans la rue en signe de protestation ? Aujourd'hui, cette crise n'est pas terminée et nous continuons d'en subir les conséquences. Avec les prix des produits pétroliers en baisse - baisse temporaire, à mon avis- qui se souvient encore de l'impact de la flambée de ces mêmes prix sur les pays en développement et sur leurs populations ?

Nous nous trouvons, Monsieur le Président, au cœur d'une crise climatique et, le weekend dernier, la menace d'une grave crise de l'eau s'est rappelée à notre souvenir. Quand on sait qu'à l'horizon 2030 une personne sur deux risquera de ne pas avoir accès à de l'eau potable, cela donne à réfléchir et cela nous oblige à agir aussi dans ce domaine.

Tout le monde, Monsieur le Président, parle de la crise financière qui, telle une araignée, est en train de tisser sa toile et personne, ou presque, ne semble pouvoir lui échapper. Et si au début de la crise on pouvait encore espérer qu'elle épargnerait les pays en développement, nous devons entre-temps nous rendre à l'évidence : Aujourd'hui, la crise a entraîné 100 millions de personnes de plus dans la pauvreté. S'y ajoutent les 150 millions happés par la pauvreté en raison des conséquences de la crise alimentaire que je viens d'évoquer. Derrière ces chiffres se cachent -ne l'oublions pas- les destins individuels de 250 millions d'hommes, de femmes, d'enfants. Sur les 6 milliards d'habitants que compte notre planète, 850 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté, aujourd'hui ce chiffre a atteint 1,1 milliard. Comme si cela ne suffisait pas, 400.000 enfants de plus par an risquent de mourir des conséquences de la crise. Ce chiffre équivaut à peu près à la population du Luxembourg, à 1.100 enfants par jour, 45 enfants par heure, un enfant toutes les 80 secondes. Tout commentaire sur l'aspect dramatique de ces chiffres est superflu.

Monsieur le Président,

En plus de cela, les prix des matières premières sont en chute libre depuis 9 à 12 mois. En Mongolie, par exemple, le prix du cuivre -qui est sa principale matière première d'exportation- a été divisé par trois au cours des derniers mois.

Les exportations des pays en développement sont également en forte baisse puisque la demande internationale fait défaut.

Les investissements étrangers dans les pays en développement sont gelés, affichant une baisse de l'ordre de moins 20% jusqu'à présent, les dernières prévisions évoquant un possible recul de 25% cette année.

La croissance des pays en développement est freinée, passant de 5,4 % en 2008 à tout juste 3% en 2009, la tendance restant à la baisse.

Si l'on se fie aux données du FMI, les pays en développement seront heurtés de plein fouet par la troisième vague de la crise. Le FMI estime qu'il faudra, en fonction du scénario dans lequel nous nous placerons, entre 25 et 140 milliards de fonds pour parer à l'urgence.

Les transferts des migrants sont également en chute libre. Les migrants qui vivent en Europe ou ailleurs dans le monde dit « développé » envoient moins d'argent chez eux puisqu'ils comptent parmi les plus faibles de nos sociétés et qu'ils subissent eux aussi les effets de la crise, celle-ci affectant, par ricochet, leurs familles et leurs proches dans leurs pays d'origine.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'aide au développement ? Qu'est-ce que cela signifie pour le monde en développement ?

Cela signifie d'abord, Monsieur le Président, que nous devons relever un défi encore plus grand et que dans les années à venir nous devons faire les choses encore mieux que par le passé. Cela signifie ensuite qu'il serait inadmissible -devant cette toile de fond- de réduire massivement les budgets dédiés au développement. Cela signifie encore et surtout qu'il importe plus que jamais de respecter les engagements qui ont été pris : je veux parler de l'objectif 0,7% du RNB en 2015. Le risque de déconstruction de la solidarité internationale est réel. Ce « chacun pour soi », Monsieur le Président, nous devons le combattre. Il serait inadmissible, alors que nous allons moins bien depuis peu, d'oublier du jour au lendemain ceux qui depuis des années, voire des dizaines d'années n'ont pas de quoi se loger ni se nourrir, qui n'ont pas accès à de l'eau potable, qui ne font en fait que survivre, parce qu'avec moins d'un euro par jour, on ne vit pas, on survit. Comment justifier du reste face à une mère africaine de trois enfants qui n'a pas mangé depuis

cinq jours que nous disposons de fonds massifs pour stabiliser nos économies mais qu'aujourd'hui, tout à coup, il ne nous reste rien pour eux qui manquent de tout depuis des lustres ? Je sais que dans ce domaine je peux compter sur l'appui de la Chambre des Députés. Que celui qui pense pouvoir justifier une telle attitude s'exprime ici et maintenant. Mais qu'il le dise aussi les yeux dans les yeux à ceux qui sont touchés par la crise. Je sais bien qu'en ces murs personne ne défendrait une telle attitude. Mais je sais aussi que mon point de vue ne fait pas l'unanimité partout. S'il est largement partagé au Luxembourg, je crains que tel ne soit pas le cas partout en Europe ou ailleurs.

Comprenez-moi bien, Monsieur le Président, je ne mets pas en doute la nécessité de stabiliser l'économie des pays développés, cependant cela ne doit pas nous empêcher de continuer à investir dans le développement, de prendre soin des plus faibles parmi les faibles, qu'ils vivent en Afrique, en Asie, en Amérique latine ou ici. Oui, ici aussi, car tout le monde est plus ou moins durement affecté par la crise. Nous avons la responsabilité d'y faire face. Un proverbe africain dit que lorsque l'éléphant trébuche, ce sont les fourmis qui en pâtissent le plus. Nous devons faire en sorte que l'éléphant ne trébuche ni ne tombe, mais nous ne devons pas pour autant oublier les fourmis, mais au contraire continuer à les aider. Nous devons également veiller à ce que l'éléphant ne soulève pas trop de poussière au point d'asphyxier les fourmis.

C'est pourquoi je lance un appel : un appel à ne pas réduire les budgets internationaux d'aide au développement, mais à respecter les engagements qui ont été pris, un appel que je ne veux pas être le seul à lancer, un appel qui doit aussi émaner des 27 parlements européens ainsi que des 27 ministres en charge du développement, un appel qui se doit d'être un appel commun. Et cet appel, il faut le voir en se rappelant que -lorsque nous parlons d'aide au développement, de problèmes, de la crise, chez nous ou dans les pays en développement- sur 100 euros que nous gagnons, nous en employons 99 pour nos politiques nationales, afin de consolider le filet social destiné à amortir la chute de ceux qui sont dans le besoin, 99 euros qui permettront au gouvernement de redresser la barre et nous prenons un de ces 100 euros pour le partager avec ceux qui n'ont rien. A ce jour, personne n'a encore pu me prouver en avançant des arguments valables que cet euro serait de trop et je ne pense pas devoir m'attendre à une opposition de votre part lorsque je plaiderai dans quelques instants en faveur du maintien de l'objectif de 1%.

Je tiens également à souligner, Monsieur le Président, qu'il est dans notre intérêt de maintenir notre engagement à un niveau élevé. Nul besoin d'être prophète pour prévoir où nous mènerait une diminution des budgets de développement. La crise économique pourrait entraîner une crise sociale, qui à son tour pourrait se muer en crise politique, avec son cortège d'émeutes,

d'affrontements, de destructions, d'hommes et de femmes obligés de se mettre en mouvement. Cela signifie que ce que nous pensons économiser maintenant, nous devons l'investir 10 fois, 20 fois, 30 fois pour reconstruire ce qui a été détruit. Cela signifie aussi que nous serons directement concernés : des centaines de milliers de personnes touchées par la crise dans les pays en développement se mettront en marche et viendront frapper à la porte de l'Europe. Nous le savons, vous le savez, les murs n'ont jamais été une solution dans ce domaine, c'est pourquoi l'investissement dans le développement représente aussi un investissement dans notre propre avenir.

Mon appel s'adresse cependant aussi aux pays du Sud qui disposent des moyens d'investir davantage dans le développement. Leurs énergies, leurs compétences mais aussi leurs ressources devraient, à mes yeux, être consacrées de manière plus substantielle au développement. Ce n'est pas au Sud de faire le travail tout seul, ce n'est pas au Nord de faire le travail tout seul, ce n'est pas à l'un ou à l'autre, c'est à l'un et à l'autre. J'estime que cela doit se faire dans un esprit de partenariat réellement vécu. C'est uniquement une question de volonté, de volonté commune. Le défi est de taille, c'est un défi amplifié par la crise, mais, ensemble, nous pouvons le relever, c'est mon intime conviction.

Ces dernières années démontrent d'ailleurs que ce défi peut être relevé. Quand on sait, premier exemple, que pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, les pays en développement ont besoin d'une croissance de 7 à 8 % et quand on sait qu'en 2008 cette croissance a atteint 5,4 % en Afrique, j'estime que nous n'étions pas très loin du but, avant la crise, et que ces chiffres ne sont après tout pas si mauvais.

Quand on sait qu'aujourd'hui 83% des enfants dans le monde sont scolarisés et quand on sait que l'objectif à atteindre est de 100% à l'horizon 2015, les 17% restants devraient pouvoir être atteints dans les quelques années qui nous séparent de 2015.

Troisième exemple : En 2008, Monsieur le Président, le nombre de décès d'enfants de par le monde est pour la première fois passé sous la barre des 10 millions. Je vous concède que cela en fait encore 10 millions de trop, mais le progrès est très substantiel et, je le répète, derrière ces chiffres se cachent toujours 10 millions de destins individuels.

Depuis 1990, le nombre de personnes obligées de survivre avec moins d'un euro par jour a fortement baissé, passant de 1,8 milliards en 1990 à 1,4 milliards en 2005, alors que la population mondiale était en hausse. C'est là aussi un signe que nous pouvons y arriver. En Asie, la proportion de personnes vivant en situation de pauvreté endémique est passée de 56% à

18%, ce qui explique peut-être en partie pourquoi je me concentre davantage dans ma déclaration sur l'Afrique que sur l'Asie. Des pays entiers nous prouvent que l'objectif peut être atteint. Le Maroc, la Tunisie, le Chili, autant de pays avec lesquels nous avons coopéré, avec lesquels nous ne collaborons plus en termes de coopération au développement et qui ont réussi à quitter le cercle des pays les moins développés. Je pense aussi à d'autres pays, tels que le Vietnam, le Salvador et le Cap Vert, qui étaient sur la bonne voie avant la crise, ce à quoi le Luxembourg a contribué. Tout cela montre qu'on peut y arriver.

Je voudrais à présent, Monsieur le Président, vous donner quatre exemples de projets luxembourgeois.

Au Mali, dans la région de Ségou par exemple, nous avons investi 6,3 millions d'euros sur une période de 5 années. Ces 6,3 millions d'euros ont bénéficié à 50.000 personnes. Pour se nourrir, ces 50.000 personnes ont besoin de 4.500 tonnes de riz par an. En 2004, elles en produisaient à peine 4.000. En 2008, la production a dépassé les 6.000 tonnes, en 2009 elle dépassera les 10.000 tonnes. C'est un réel succès ou je ne m'y connais pas. Autrement dit, si avant le début de notre projet, les habitants de cette région ne produisaient pas suffisamment pour se nourrir, ils exportent aujourd'hui une partie de leur production.

Au Vietnam, au cours des dix dernières années, nous avons investi 11 millions d'euros dans la chaîne du froid. Cet investissement a permis d'aider le Vietnam à mettre sur pied un programme national de vaccination couvrant la quasi-totalité de son territoire. 96% des enfants vietnamiens sont vaccinés, la mortalité infantile a reculé de 70%. Nous y avons aussi contribué.

Au Cap Vert, la coopération luxembourgeoise a financé un programme de santé scolaire à hauteur de 2,5 millions d'euros sur 8 ans. 144.000 enfants ont profité de ce programme, 7.800 formations ont été dispensées. Le pourcentage d'écoles disposant d'infrastructures sanitaires est passé de 56% à plus de 80%, notre but étant d'atteindre 100%.

Au Sénégal, nous avons investi 3,7 millions dans le secteur de l'eau sur une période de 10 ans. 40.000 habitants vivant dans 86 villages ont aujourd'hui enfin accès à l'eau potable et bénéficient ainsi de surcroît d'une nette amélioration de leurs conditions de vie.

Ces exemples démontrent par ailleurs que la politique de coopération, encore plus que d'autres politiques, a besoin de continuité, car les projets que je viens de donner en exemple se sont tous déroulés sur une période de plus de dix ans.

Il est vrai, Monsieur le Président, que la crise va nous freiner, mais les exemples que je viens de donner prouvent que nous pouvons réussir.

Je ne m'attarderai pas à présent sur la question des budgets consacrés au développement - je l'ai fait précédemment. Je ne reviendrai pas non plus sur l'importance du développement de l'économie, de l'artisanat, de l'agriculture, de l'insertion des pays en développement et de leurs populations dans le commerce international, puisque j'ai traité ces questions en détail au cours des deux dernières années. Je ne reparlerai pas non plus de gouvernance, sauf pour faire remarquer que le Cap Vert et le Burkina Faso se placent en première, respectivement en troisième position du classement des pays d'Afrique de l'Ouest les plus méritants en termes de gouvernance. Ce sont aussi deux de nos pays partenaires. Cela montre une tendance, cela montre que des progrès sont peut-être réalisés en matière de gouvernance. Je ne souhaite pas non plus revenir en détail sur le sujet de la justice climatique, sujet que j'ai amplement traité l'année dernière. Nous avons besoin de plus de justice climatique. D'ailleurs, tous les éléments que je viens d'évoquer -coopération au développement, commerce, artisanat, gouvernance, climat- nous devons les associer davantage dans le souci d'une meilleure cohérence. C'est de la sorte que nous pourrions réussir.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je souhaitais exposer dans ma seconde partie l'orientation que la coopération luxembourgeoise pourrait prendre dans les prochaines années.

Je souhaiterais énoncer dix pistes qui permettront d'améliorer une coopération déjà hautement appréciée au niveau international et de rendre notre action encore plus efficace en bâtissant sur les fondations solides dont nous disposons déjà. Ainsi, j'évoquerai le rôle de la coopération luxembourgeoise sur la scène internationale, mais j'exposerai aussi une série de constantes de la coopération luxembourgeoise, des constantes qui ont toujours fait partie des plus-values de notre coopération et dont je pense que nous devons les conserver. Il va de soi, Monsieur le Président, que ces pistes ne peuvent être exhaustives, je me limiterai donc à vous en présenter dix. Je souhaiterais par ailleurs préciser que lorsque je parle d'une coopération hautement appréciée au niveau international, ce n'est pas moi qui le dis, mais l'ONG Action Aid, par exemple, qui analyse en quelque sorte le rapport qualité/prix des coopérations. Le Luxembourg se classe parmi les meilleurs dans ce domaine. Ce sont des « think tanks » internationaux qui le disent, tels que l'ECDPM, qui écrit que notre démarche est plus transparente, bien plus transparente en bon nombre de points que d'autres coopérations ; c'est enfin l'OCDE qui le dit dans l'évaluation que le Comité d'aide au développement a effectuée de notre coopération en 2008.

Quelles sont, Monsieur le Président, les dix pistes que je voudrais tracer ?

La première piste doit consister à mon sens à assurer que la coopération luxembourgeoise continue de jouer un rôle de premier plan au niveau international. Sachant que la politique de développement est également une politique de paix, que l'Union européenne assure 60% de l'aide publique au développement mondiale, que le Luxembourg fait partie des quatre pays de l'UE à avoir dépassé les 0,7% du RNB, notre pays est un partenaire écouté dans les grandes réunions internationales consacrées au développement. La politique de coopération constitue en quelque sorte la carte de visite, du moins une des cartes de visite de notre politique étrangère. Le Luxembourg a été ces dernières années et continue d'être l'un des principaux moteurs du monde du développement à l'échelle internationale. Il doit le rester. Nous devons avoir à cœur de ne pas être cités uniquement parmi les « Big Payers », mais d'être cités aussi parmi les « Big Players ». C'est notre responsabilité, cela exige des efforts et ces efforts, nous allons continuer à les fournir dans les années à venir.

Deuxième piste : La coopération luxembourgeoise maintient le cap sur l'objectif de 1 pour cent, objectif que nous comptons atteindre dans les prochaines années. Or si nous fournissons un effort considérable en termes de quantité de notre aide au développement, nous avons toujours veillé -et nous devons toujours veiller- à ce que notre politique de développement et notre coopération au développement demeurent de la meilleure qualité possible. Dans ce domaine, quantité et qualité vont de pair. Quand je dis qualité, j'entends complémentarité, coordination et cohérence, qui sont autant d'éléments-clés de la politique de coopération luxembourgeoise. Si nous voulons tenir compte de la Déclaration de Paris et des décisions que nous avons prises à Accra en septembre dernier, il nous reste à appliquer une série de mesures. Je pense que cela aussi nous sommes en mesure de le faire car nous disposons de bases solides, mais encore faut-il s'y mettre. Nous avons eu à ce sujet au cours des dernières années de nombreux contacts avec d'autres coopérations européennes et internationales, notamment en matière de complémentarité de ce que nous faisons.

Troisième piste : Il me tient à cœur de continuer à renforcer la démarche stratégique de notre coopération. La déclaration sur la politique de coopération devant cette assemblée, le débat qui s'en suit, les débats sur la politique de coopération au sein de la Commission des Affaires étrangères, les Assises de la coopération luxembourgeoise, le groupe de travail avec les ONG ainsi que le Comité interministériel constituent des éléments stratégiques. Aujourd'hui, nous devons les compléter par des stratégies sectorielles. Celles-ci seront finalisées au cours des prochaines semaines, sous forme de projets. J'estime qu'il serait judicieux de les diffuser en amont des prochaines Assises afin de pouvoir en discuter à cette occasion. Ces stratégies

sectorielles viendront compléter la démarche stratégique que je viens de décrire -et qui se manifeste aussi dans l'interaction entre le Gouvernement et la Chambre des députés.

Quatrième piste, systématiser la cohérence : Les initiatives dans le domaine de la cohérence des politiques sont nombreuses, Monsieur le Président, mais il faut encore les systématiser.

Permettez-moi de vous énumérer quelques-unes de ces initiatives :

Premier élément de cohérence, l'approche 3D -diplomatie, développement, défense- de la politique étrangère luxembourgeoise. Tous les pays de l'UE ne peuvent pas se targuer d'une telle approche, ceux qui lisent les journaux savent de quoi je parle. Chez nous, elle fonctionne. Quand j'entends les Etats Unis présenter leur nouvelle stratégie pour l'Afghanistan, je trouve qu'elle ressemble bien plus à l'approche 3D que nous pratiquons depuis longtemps qu'à la stratégie qui était la leur. Diplomatie, développement et défense, ces trois volets se complètent surtout dans les régions en crise, c'est un élément de cohérence élémentaire, si vous me permettez cette répétition.

Cohérence ensuite dans le domaine de l'environnement et du climat, où la coopération s'est rapprochée des services en charge de la politique climatique. Nos services doivent encore continuer à se rapprocher, mais je considère comme essentiel le fait que le Plan national pour le développement durable que le ministre de l'Environnement présentera début avril porte aussi - pas seulement, c'est évident, mais aussi - la signature de la coopération luxembourgeoise. Ce Plan national pour le développement durable est l'expression -en ce qui concerne son orientation stratégique - de la collaboration entre environnement et coopération. Nous avons apporté notre contribution à ce document que le ministre Lux présentera le 1^{er} avril prochain -si mes informations sont exactes. Par ailleurs, il va de soi que la stratégie sectorielle en matière d'environnement et de climat que nous présenterons dans les prochains mois fera elle aussi l'objet de concertations avec les services du ministère de l'Environnement.

Troisième exemple de cohérence : Dans le domaine de la microfinance, la coopération s'est rapprochée du secteur financier tout comme ce dernier s'est rapproché de la coopération au développement. La microfinance est en effet l'un de ces domaines où le Luxembourg peut apporter une plus-value spécifique. Je suis du reste convaincu que dans les années à venir la microfinance se révélera un excellent instrument anticrise, et pas seulement dans les pays en développement. Ceux qui, il y a quelques années encore, se moquaient gentiment de la microfinance soit ont disparu, soit ont rejoint le rang des adeptes de cet instrument dont ils ont

entre-temps réalisé qu'il s'agit d'un outil sérieux qui -combiné à d'autres- peut engendrer une réelle et substantielle plus-value.

Quatrièmement, sachant que tout ce qui a trait aux télécommunications est susceptible d'accélérer le développement, nous sommes en train de voir avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine de quelle manière le recours accru aux moyens de télécommunications en Afrique de l'Ouest peut contribuer à accélérer le développement dans un cadre régional. Le président de la Commission de l'UEMOA était à Luxembourg il y a quelques semaines. Cette visite a été l'occasion de lancer ce projet que nous pourrions concrétiser et qui passe évidemment par une première phase d'étude.

Si nous avons pu lancer le Service volontaire jeunesse, en coopération avec la Jeunesse, c'est aussi un élément de cohérence. Notre projet d'éducation au développement dans les écoles a été conçu conjointement avec le ministère de l'Éducation. Lorsque nous incluons la notion de commerce équitable dans nos soumissions et que nous veillons à ce que les produits issus du commerce équitable -de même que les produits du terroir- soient disponibles dans les écoles ou à d'autres endroits, c'est encore un élément de cohérence. Quand on connaît la position du gouvernement luxembourgeois en matière de biocarburants, on sait que la coopération a eu son mot à dire dans la définition de cette position. Nous pouvons bâtir sur tous ces éléments. Il nous reste certes de nombreux points à mettre en pratique, à systématiser, à concrétiser, mais je pense pouvoir affirmer que dans ce domaine nous sommes déjà bien plus avancés que d'autres.

Je tenais d'ailleurs à profiter de l'occasion pour lancer un appel aux ONG. C'est très bien de plaider la cause de la cohérence au Luxembourg, ce serait encore mieux de plaider sa cause dans les autres 26 pays de l'UE, car je crois que c'est là que le bât blesse. Or ce n'est que si les 27 s'engagent ensemble à Bruxelles pour davantage de cohérence que nous obtiendrons des résultats. Si nous ne sommes qu'une poignée, si seuls le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, le Danemark et peut-être encore l'un ou l'autre pays s'engagent ensemble pour davantage de cohérence, nous ne parviendrons à rien. C'est pourquoi je vous appelle, chers collègues des ONG, à vous internationaliser un peu plus dans ce domaine.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, faire preuve de cohérence signifie avant tout, à mes yeux, traduire systématiquement dans les faits le développement durable -que je qualifie de développement durable à la Brundtland- autrement dit le développement économique, social et écologique, et ce partout dans le monde.

Mon cinquième point ne constitue pas une nouvelle piste, il s'agit plutôt d'une constante, d'un élément-clé de la coopération luxembourgeoise, à savoir le partenariat. Ce partenariat existe au-delà du papier sur lequel il a été couché, c'est un partenariat vécu au quotidien par ceux qui ont la chance et la responsabilité de façonner la politique de coopération. La coopération luxembourgeoise est souvent considérée comme une coopération efficace, relativement discrète, à l'écoute de ses partenaires, une coopération qui apporte une plus-value. Cela s'explique par le fait que ce partenariat, nous le pratiquons depuis de longues années. Et nous devrions poursuivre dans cette voie.

Ma sixième piste se rapporte aux secteurs dans lesquels nous intervenons. J'estime que nous devrions continuer de nous concentrer sur les domaines dans lesquels nous avons un savoir-faire, c'est-à-dire les secteurs sociaux de base : l'éducation, la formation professionnelle, la santé, l'eau et l'assainissement, le développement rural et le développement local intégré, etc. Si nous voulons nous lancer sur de nouvelles pistes, nous devons toujours nous assurer qu'il s'agit de domaines dans lesquels nous pouvons apporter une réelle plus-value, comme c'est le cas pour la microfinance ou encore les télécommunications, que j'ai déjà évoquées.

La septième piste a trait aux nouveaux partenariats -sur lesquels on m'interroge chaque année à l'occasion de ma déclaration- communément appelés « nouveaux pays-cibles ». Nous en sommes actuellement au stade suivant : Conformément au programme gouvernemental de 2004 et dans un souci d'efficacité, nous avons réduit de façon conséquente notre coopération avec les pays non-cibles. Cet exercice ne s'est pas révélé trop compliqué dans certains cas, puisqu'il est tout à fait logique de mettre un terme à la coopération dans des pays qui à l'instar du Maroc et de la Tunisie se sont développés de manière rapide au cours de ces dernières années. Dans d'autres cas, nous apportons toujours une plus-value, comme au Ruanda, où nous poursuivons et où nous devrions à mes yeux à l'avenir encore poursuivre notre aide. En revanche, le nombre de pays non-cibles a été fortement revu à la baisse. Nous avons également signé des programmes de consolidation avec trois de nos pays partenaires, à savoir le Salvador, la Namibie et le Vietnam. Les programmes de ce genre ne se réalisent pas du jour au lendemain, j'ai tout à l'heure évoqué une durée de 10 ans. Logiquement, ces programmes de consolidation devraient aboutir à un retrait de ces pays, respectivement à une coopération d'une autre nature -puisque'il y a une vie après la coopération au développement classique- à savoir une coopération économique. Mais la suite logique de ces programmes de consolidation -si les progrès réalisés par ces trois pays restent à la hauteur de ceux des dernières années, respectivement si les progrès réalisés pendant les cinq prochaines années sont équivalents à ceux des cinq dernières années,

serait d'envisager à terme un retrait de la coopération classique. Par conséquent, le moment est venu de réfléchir à de nouvelles coopérations et à de nouveaux partenariats et de les conceptualiser. Je considère qu'il faut à cet effet appliquer trois critères, en-dehors, bien entendu, du critère classique de la lutte contre la pauvreté basé sur l'indice pour le développement humain.

En premier lieu, il faut que les nouveaux partenariats obéissent à une logique géographique. Ensuite, nous devrions peut-être aussi envisager de tenir compte du facteur de fragilité et de nous engager sur un terrain plus compliqué. Enfin, il me paraît important de prendre en considération l'aspect régional, comme nous l'avons fait en microfinance ou dans le secteur des télécommunications. Je saisis l'occasion de souligner l'excellent travail réalisé à cet égard au cours de ces dernières années par mon prédécesseur en sa qualité de président du Club du Sahel, avec le soutien de l'ancien directeur de Lux-Development Raymond Weber. Je pense qu'il s'agit là d'un domaine où le Luxembourg a aussi du mérite, que c'est un domaine où nous devons nous investir davantage. J'y reviendrai plus tard.

Si nous nous engageons dans la voie de nouveaux partenariats, que nous les conceptualisons -et je pense que le moment est venu de le faire- ces partenariats doivent obéir à une logique géographique et tenir compte des situations de fragilité ainsi que de l'aspect régional. Bien entendu, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je me garderai bien de donner ou de commenter des noms car je ne pense pas qu'il soit opportun de se perdre en conjectures. Quoiqu'il en soit toutes les dispositions ont été prises pour que le débat puisse être lancé.

Huitième piste : il me tient à cœur, Monsieur le Président, il nous tient à cœur d'impliquer davantage un certain nombre d'acteurs dans la coopération ou de leur offrir de nouvelles possibilités. Lorsque je parle d'acteurs qu'il faudrait impliquer davantage dans la coopération, je pense notamment aux communes. J'ai toujours été convaincu que les communes représentent un vecteur formidable susceptible de contribuer à modeler et promouvoir la politique de coopération. Cette position n'a pas toujours fait l'unanimité, mais nous avons résolu ce problème et nous sommes à présent en mesure de lancer des initiatives concrètes pour permettre aux communes de s'impliquer davantage dans la politique de coopération, au-delà de leur implication actuelle, alors que bon nombre d'entre elles sont déjà particulièrement actives sur ce plan.

Pour ce qui est d'offrir de nouvelles possibilités à certains acteurs, je voudrais vous donner l'exemple suivant : Je pourrais m'imaginer que les ONG - nous en comptons entre-temps près de 90- publient un annuaire commun dans lequel elles pourraient se présenter, qui permettrait

d'établir des comparaisons et de créer des synergies. Il va de soi que les ONG -dont nous respectons l'autonomie- sont libres de décider si elles souhaitent ou non adopter cette proposition tout comme il leur appartient d'en déterminer la forme. Cependant, je conçois qu'il serait judicieux d'intégrer un élément de standardisation : Ainsi, il serait par exemple intéressant de voir sur une page le ou les pays dans lesquels l'ONG intervient, ainsi que ses secteurs d'activité, ses liens avec des partenaires nationaux et internationaux, ses organes dirigeants, ses moyens financiers, la manière dont sont assurés le suivi et le contrôle de ses activités, etc., etc. C'est une des options auxquelles je pense quand je parle de nouvelles possibilités.

Dans le contexte des nouvelles possibilités et de la plus forte implication d'autres acteurs il me semble aussi que des adaptations s'avèrent nécessaires en ce qui concerne la loi sur la coopération. C'est un débat que j'ai moi-même suscité l'année dernière lors des Assises de la coopération en appelant les participants de tous horizons à me faire parvenir des propositions quant aux points qu'il faudrait adapter. Cela dit, je voudrais préciser qu'aucune disposition légale ne m'est jusqu'à présent apparue comme un obstacle m'empêchant de concevoir la politique de coopération. Autrement dit, une réforme fondamentale ne me paraît pas encore justifiée. J'apprécie le fait que deux députés se soient donné la peine de répondre à l'appel que j'ai lancé en septembre dernier et je suis heureux de retrouver dans leur proposition, du moins en termes de substance, exactement et au millimètre près la politique que j'ai défendue ces dernières années. Par conséquent, je me réjouis de pouvoir débattre de cette proposition. Je rappelle que j'avais plaidé lors des dernières Assises pour que nous attendions le Traité de Lisbonne avant de passer à la réforme de la loi. En effet, l'objectif de la politique de coopération est défini précisément dans le Traité de Lisbonne et je ne vois pas comment nous pourrions définir dans la loi luxembourgeoise un objectif différent de celui défini par le Traité de Lisbonne. J'aurais donc souhaité que la proposition s'adosse au Traité de Lisbonne, ce qui, je pense, n'est pas le cas. Mais nul n'est parfait. J'aurais aussi des observations à faire quant à la forme, mais peut-être y reviendrons-nous à une autre occasion. Cela dépasserait le cadre du présent débat.

Neuvième et avant-dernière piste, Monsieur le Président : En plus de notre engagement traditionnel pour une coopération au développement qui excelle tant par la quantité que par la qualité, nous devons nous engager sur le plan international pour que a) la voix des pays en développement soit également entendue en ces temps de crise, b) pour qu'il soit tenu compte de leurs doléances et c) pour qu'ils trouvent la place qui leur est due dans l'architecture économique et financière internationale. Nous y œuvrons depuis plusieurs mois, nous devons

encore redoubler d'efforts en la matière. Il n'est pas acceptable qu'un G20 décide de tout -c'est une observation générale- et il n'est pas acceptable que le G20 prenne des décisions en matière de politique de développement sans que l'Afrique soit dûment représentée. Le fait que le président de la commission de l'Union africaine Jean Ping ait été invité au sommet de Washington/Londres constitue un premier pas dans la bonne direction. Certes, cela ne suffit pas, mais je pense aussi que la coopération luxembourgeoise -qui est de celles dont on écoute l'avis en la matière- doit continuer à s'engager pour que les pays en développement trouvent la place qui leur est due dans l'architecture économique et financière internationale.

Ma dixième piste, Monsieur le Président, traduit ma conviction que la coopération luxembourgeoise doit s'impliquer plus fortement dans le débat scientifique sur la politique de coopération. Si je considère ce qui a été publié au niveau international ne serait-ce que ces derniers mois, je tombe sur le professeur Easterly de la New York University qui proclame que l'aide au développement ne sert à rien, que la coopération économique est la solution globale. A quelques kilomètres de là, le professeur Jeffrey Sachs de la Columbia University nous dit que la coopération économique ne sert à rien et qu'il faut se concentrer entièrement sur l'aide au développement. A Paris, Madame Esther Duflo du Collège de France tente de résoudre les contradictions entre Easterly et Sachs, elle plaide pour une plus grande audace dans les politiques de développement et explique que ce que les professeurs Easterly et Sachs présentent de manière simplifiée est en réalité plus complexe. Quand je vois que Paul Collier, professeur à Oxford, publie un livre sur „The Bottom Billion“ dans lequel il dévoile sa recette sur les mesures à prendre dans les années à venir, je me dis qu'il s'agit là de questions que nous ne thématisons pas suffisamment ici au Luxembourg et auxquelles nous devrions contribuer davantage. Je pense en effet que nous sommes tout à fait en mesure d'enrichir le débat et que nous devrions le faire de façon plus intensive et généralisée, en collaboration avec l'Université du Luxembourg notamment.

Voilà, Monsieur le Président, les 10 pistes que je vois pour la coopération luxembourgeoise dans les années à venir. Bien entendu, elles ne brossent pas un tableau complet de la coopération luxembourgeoise -une tâche du reste impossible à remplir dans les trente, voire quarante minutes qu'a duré mon intervention- mais elles en représentent, à mon sens, les principales lignes directrices.

Monsieur le Président, permettez-moi de conclure ma déclaration en remerciant tous ceux qui – au-delà de cette assemblée- s'investissent corps et âme dans la coopération au développement. Ils sont nombreux et je présente dès à présent mes excuses à ceux que j'aurais oubliés.

Je voudrais commencer par mes collaborateurs du ministère, en particulier l'équipe de la Coopération, avec à sa tête l'excellent directeur de la Coopération.

Merci à l'équipe de Lux-Development et son non moins excellent directeur.

Merci aux membres du comité interministériel, qui s'occupent avec nous de la cohérence des politiques. Merci à tous ceux -et ils sont très nombreux- qui s'engagent au sein d'ONG ou qui apportent à travers elles leur contribution au développement. Ce sont eux, je pense, qui donnent son caractère spécifique à la coopération luxembourgeoise.

Merci aussi aux communes, aux clubs et associations qui contribuent à leur manière à plus de solidarité.

Je tiens aussi à remercier tous ceux qui apportent leur soutien à la coopération au développement -je ne peux pas tous les énumérer- je n'évoquerai à ce titre ici que les responsables du Service Volontaire Coopération, parce qu'il vient d'être créé.

Enfin, merci au Cercle des ONG et à ses principaux activistes : j'apprécie nos échanges -la provocation fait à juste titre partie de votre fonds de commerce- mais je m'y connais aussi un peu en provocation. L'essentiel, c'est que nous puissions progresser. C'est ce que nous faisons. Tous ensemble.

Je vous remercie.

Réplique du ministre à la fin des débats:

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je tenais avant tout à vous remercier- en mon nom et au nom de tous ceux qui conçoivent et mettent en œuvre notre politique de coopération- pour le large soutien dont elle bénéficie auprès de vous.

Je répondrai brièvement, si vous le permettez, à sept des points qui ont été soulevés puisque je ne saurais répondre à toutes les remarques.

Le premier concerne les projets, voire les orientations de projets sur lesquels j'ai été interpellé.

Tout d'abord au sujet du projet de chambres froides en Afghanistan, nous sommes en train d'étudier la question.

Deuxièmement, en ce qui concerne les forêts au Congo -puisque'il s'agit du Congo dont vous avez parlé, Monsieur Järling, sans le nommer- nous avons initié ce projet de concert avec le ministère des Finances. S'il s'est essoufflé, nous tâcherons de lui insuffler vie à nouveau. Pour rester au Congo, Madame Err, je vous prierais de bien vouloir me fournir les détails de ce projet, qui démontre que le PPE sait parfois se montrer progressiste, n'est-ce pas ?

Quant à la lutte contre le SIDA, je tenais à préciser que ma position n'a pas changé d'un pouce au cours des cinq dernières années et qu'elle n'a pas changé non plus ces derniers jours. Je ferai en outre remarquer que de grands progrès ont été accomplis dans ce domaine sous présidence luxembourgeoise, sous le titre plus général de « sexual and reproductive rights and services ». Par le passé, nous avons étroitement collaboré avec ONUSIDA et avec l'UNFPA - ce n'est pas près de changer.

Mon deuxième point concerne la cohérence des politiques. Je constate quand même un certain contraste entre les compliments que d'aucuns, et non des moindres, adressent à la coopération luxembourgeoise, qui au-delà de nos frontières passe pour être l'une des plus engagées dans les questions climatiques notamment, et les appels par lesquels on nous demande ici d'en faire encore plus. Monsieur Braz, j'interprète cela comme un encouragement à investir davantage encore ce terrain. (Je dois tout de même vous redemander de bien vouloir attendre, si vous souhaitez vous adresser directement au ministre Lux, qu'il soit présent - à la relecture du compte-rendu vous constaterez que vous vous êtes à plusieurs reprises adressé directement à Monsieur Lux.) Je voulais signaler par ailleurs que le Plan national pour le développement durable, que nous avons contribué à élaborer dans le cadre de la coopération au développement, sera publié le 1^{er} avril. La coopération est également représentée au sein du comité Kyoto. Je sais que nous pouvons encore faire des progrès en la matière. L'idéal serait à mes yeux de réaliser les projets CDM là où nous réalisons nous aussi nos projets. En effet, l'école que vous construisez, le développement rural que vous promouvez, si vous pouvez mettre en œuvre un projet CDM au même endroit, cela produit plus d'effet que si vous allez faire ce projet au Cameroun ou à un autre endroit avec lequel nous n'avons pas de liens. Cependant la question est

plus complexe que cela. Nous y travaillons. Je vous sais gré d'avoir aussi évoqué dans ce contexte le développement au Luxembourg, ce qui prouve que le développement est une question qui ne se limite pas à l'hémisphère Sud. Je tenais à le préciser.

Au sujet de Copenhague je proposerais de mettre ce point à l'ordre du jour du comité interministériel. Dans ce cadre il faudra d'ailleurs s'interroger sur le niveau auquel le comité interministériel devra se réunir. Pour l'heure, il se réunit au niveau des fonctionnaires. Est-ce le niveau adéquat pour l'avenir ? Quoi qu'il en soit, je me sens d'attaque pour investir encore davantage le terrain de la question climatique.

En troisième lieu, je souhaiterais préciser à l'intention de ceux d'entre vous qui se sont prononcés sur l'aide budgétaire que le texte que Marc Bichler et moi avons publié à ce sujet est une contribution scientifique au débat, une contribution considérée comme particulièrement transparente par les spécialistes de la question. Il nous a d'ailleurs été dit qu'il serait judicieux que d'autres coopérations jouent elles aussi cartes sur table au lieu de ne parler que d'aide budgétaire. Nous devrions avoir un débat scientifique sur cette question et j'espère que cette contribution pourra lancer le débat. En effet, si j'interprète le texte correctement, j'en déduis que, sur la base de notre contribution, l'ECDPM compte s'adresser à d'autres coopérations afin de susciter des contributions supplémentaires de nature similaire de leur part. Nous devons ensuite discuter des modalités pratiques. La proposition de réaliser un projet-pilote est encore d'actualité. Vous savez que nous comptons réaliser ce projet-pilote avec le Vietnam, que des pourparlers et des réunions avec le Vietnam ont eu lieu, mais que nous sommes parvenus à la conclusion que ce ne serait pas l'endroit adéquat.

Quatrième remarque : Permettez-moi d'ajouter, dans le contexte des accords de partenariat économique et de la cohérence avec l'agriculture, que je pense faire partie de ceux qui ont contribué à porter le principe de la souveraineté alimentaire sur la place publique et que je ne vois pas d'éléments d'incohérence entre la politique agricole à Luxembourg et la politique de coopération. Il se peut qu'il y ait une exception qui confirme la règle. Je ne connais pas à fond la question laitière dont vous parlez. Il se peut que ce soit l'exception qui confirme la règle, mais de manière générale j'estime qu'il y a cohérence entre les deux politiques. Je me souviens très bien que nous avons dès le début tenté de trouver un terrain d'entente avec le ministre de l'Agriculture et que nous y sommes pratiquement toujours parvenus. Je voudrais par ailleurs rappeler que nous avons décidé en 2005 à Hong Kong de supprimer les subventions à l'exportation. Le problème est que Hong Kong dépend des négociations de Doha et que celles-ci n'ont pas encore abouti. Cela peut paraître compliqué mais voilà en résumé où nous en sommes. Nous avons également progressé pour ce qui est de l'introduction de produits issus du commerce équitable dans les écoles et dans d'autres institutions publiques. C'est faisable aujourd'hui, il faut que cela devienne impérativement faisable. Je pense que nous allons y parvenir ensemble au cours de la prochaine législature. Je compte également proposer -étant donné que je serai selon toute prévision impliqué, d'une manière ou d'une autre, dans la définition de l'ordre du jour des prochaines Assises de la coopération- que nous mettions les relations avec les pays ACP à l'ordre du jour. Je peux dès à présent vous annoncer que Bernard Petit de la Commission européenne, qui a pendant de longues années participé de façon décisive

à la configuration de ces relations, a d'ores et déjà donné son accord pour animer ce séminaire ici à Luxembourg. C'est donc un spécialiste qui sera parmi nous en septembre et je pense que cela aussi permettra de faire avancer le débat.

En cinquième lieu, pour répondre à la question du député Henckes sur les entreprises luxembourgeoises, nous ne nous engageons pas sur la voie de l'aide liée, conformément à un principe international qui doit continuer d'être respecté. Monsieur Goerens l'a décrit comme le refus d'une politique de coopération utilitariste, c'est exact et je suis d'accord avec lui. Cela ne signifie pas que les entreprises ne puissent pas bénéficier d'opportunités dans le domaine de la coopération. Les entreprises peuvent saisir de telles opportunités. Nous avons mentionné le projet des chambres froides et des réfrigérateurs. Lorsqu'un besoin existe, qu'une opportunité se présente et que ce besoin peut être satisfait par une entreprise luxembourgeoise, pourquoi ne le ferait-elle pas ? En revanche, il est inadmissible de faire dépendre un projet de la participation de telle ou telle entreprise luxembourgeoise. Ce n'est pas ce que nous entendons par partenariat, un tel partenariat serait voué à l'échec. Je ne vous cache pas que dans le domaine des télécommunications comme dans le secteur de la microfinance nous avons recours à l'expertise luxembourgeoise. Je ne vois aucune raison de ne pas recourir à cette expertise et de créer ainsi des synergies.

Nous avons également connu des échecs. Il y a trois ans, nous avons par exemple organisé un séminaire dans le cadre de la Banque asiatique de développement afin de créer de nouvelles opportunités pour les entreprises luxembourgeoises. Cette expérience n'a pas été couronnée de succès.

Sixième point : Le principe de l'autonomie des ONG est un principe que j'ai en haute estime et qui caractérise le mieux leur action. Nous devons y rester attachés. Cela ne veut pas dire que des synergies ne sont pas possibles. Cela ne veut pas dire qu'aucun échange n'est possible.

Avant-dernière remarque, Madame Err, concernant votre proposition de loi, je tenais à dissiper un léger malentendu. J'ai dit, en ce qui concerne le fond, l'orientation de la loi actuelle, que je suis d'accord avec vous sur les principes que vous fixez, puisqu'ils décrivent la politique existante, que j'aimerais toutefois y retrouver Lisbonne. J'ai dit aussi en passant qu'on pouvait discuter de la forme. Vous m'attribuez ici une irritation que je ne ressens pas puisque je ne me heurte pas à la manière dont vous avez procédé, en déposant le projet aujourd'hui, mais je voulais discuter avec vous des formes -j'aurais dû dire des formalités- que vous avez prévues dans votre texte et qui ne me satisfont pas toutes. Je me demande si tous ces points doivent être mentionnés dans le texte, je me demande si avec toutes les formalités que vous proposez le principe du partenariat est toujours respecté. Voilà ce que je voulais dire. J'estime que nous avons là une base de discussion. Etant donné que la nouvelle caractéristique des propositions de loi est celle qu'il s'agit de textes-martyres -une modalité à laquelle nous devrions recourir davantage à l'avenir- nous allons donc en discuter. Je voudrais conclure ce point en faisant remarquer que je ne n'ai jamais eu l'impression d'être entravé par le texte actuellement en vigueur mais que celui-ci doit être soumis à une modernisation, point sur lequel nous sommes tous d'accord depuis au moins un an.

Dernier point, Monsieur le Président, un point essentiel même s'il est un peu redondant, il constitue une constante de la coopération luxembourgeoise. Je suis ravi qu'il y ait consensus et que nous soyons tous d'accord sur le fait que nous ne devons pas oublier tous ceux qui n'ont rien, que ce serait contraire à l'essence-même de la solidarité internationale. Et si tout à l'heure en citant un proverbe africain j'ai établi, comme je l'avais fait lors de mon discours à l'Université de Dakar en novembre 2008, une comparaison entre l'éléphant et la fourmi, entre le fort et le faible, je n'aurais toutefois pas la prétention de dire qui est l'éléphant et qui est la fourmi. Celui qui serait tenté de le faire pourrait se tromper lourdement. Une chose est sûre : il s'agit de protéger le plus faible. Il s'agit de protéger le plus faible ici au Luxembourg, il s'agit de protéger le plus faible en Afrique, il s'agit de protéger le plus faible en Asie, il s'agit de protéger le plus faible en Amérique latine. Si nous relâchons nos efforts, nous devons investir dans 10, 20, 30 années le multiple de ce que nous devons investir aujourd'hui. Je suis heureux que vous ayez exprimé la forte volonté de maintenir le cap sur l'objectif de 1 pour cent.

„Vouloir arriver, c'est avoir fait la moitié du chemin“, dit un autre proverbe africain.

Nous sommes donc sur le bon chemin.

Je vous remercie.